

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation****Vingtième session**

Genève, 1^{er}-3 novembre 2010

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire

Coopération en matière de réglementation, projets sectoriels

Rapport de situation sur l'initiative sectorielle concernant les engins de terrassement**Note du secrétariat¹***Résumé*

Les pelles mécaniques, bulldozers et autres engins de terrassement doivent être sûrs afin que les travailleurs soient à l'abri des dangers potentiels. Dans ce secteur, les normes ISO sont depuis longtemps utilisées comme base des normes nationales et comme prescriptions techniques à respecter pour satisfaire aux règlements. Toutefois, un plus grand nombre de pays ajoutent des prescriptions réglementaires et imposent des essais répétés et des procédures fastidieuses d'évaluation de la conformité, ce qui entraîne des frais et délais supplémentaires inutiles.

En 2003, le Groupe de travail a entrepris une initiative sectorielle pour réduire les obstacles techniques au commerce dans ce secteur tout en préservant la sécurité et la fiabilité du matériel. En 2004, le Groupe de travail a adopté un premier cadre type de réglementation, lequel a été révisé en 2009. Les participants au projet élaborent actuellement un modèle de certificat de conformité qui, s'il est largement adopté, simplifierait l'échange de données entre producteurs, tierces parties de certification et autorités des pays exportateurs et importateurs.

Le rapport de situation est soumis au Groupe de travail pour qu'il en débattenne et en prenne note.

¹ À sa dix-huitième session, le Groupe de travail a demandé que le secrétariat fasse chaque année le point des travaux accomplis dans le cadre de toutes les initiatives sectorielles (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/18, par. 63).

I. Objectif du projet et principaux résultats attendus

1. Afin que les travailleurs soient à l'abri de sérieux dangers potentiels, les engins tels que les pelles mécaniques, bulldozers et autres engins de terrassement doivent satisfaire à des prescriptions strictes en matière de sécurité aussi sûres que possible. Les professionnels de la branche et les pouvoirs publics se sont activement engagés à élaborer et à appliquer des pratiques optimales et des normes internationales, en particulier dans le cadre du Comité technique 127 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO/TC 127).
2. Les normes ISO sont depuis longtemps utilisées comme base des règlements techniques sur tous les grands marchés. Toutefois, un plus grand nombre de pays ajoutent des prescriptions réglementaires et imposent des essais répétés et des procédures fastidieuses d'évaluation de la conformité, ce qui entraîne une inflation des prix sans réelle amélioration de la sécurité et de la qualité du matériel commercialisé.
3. En 2003, le Groupe de travail a entrepris une initiative sectorielle pour réduire les obstacles techniques au commerce dans ce secteur tout en préservant la sécurité et la fiabilité du matériel faisant l'objet d'un commerce international. Il a approuvé la première version des objectifs réglementaires communs (ORC) concernant les prescriptions de sécurité des engins de terrassement en 2004 et une version révisée en 2009.

II. État d'avancement du projet

4. Depuis 2004, une équipe internationale s'emploie à promouvoir les principes généraux du projet en Chine, en Russie, en Inde et dans quelques pays d'Amérique du Sud. À cet effet, elle encourage l'adoption des normes du Comité technique 127 de l'ISO comme normes nationales tout en recommandant que les pays utilisent les normes comme base de leurs règlements techniques. Comme la plupart des pays adoptent généralement les normes ISO/TC 127 comme normes nationales, les ORC ont été d'une manière générale jugés acceptables.
5. Dans la clause de conformité figurant dans les ORC de 2004, seule la déclaration de conformité du fournisseur pouvait être utilisée pour l'évaluation de la conformité. Or, cette option ne satisfaisait pas aux exigences d'un certain nombre de pays en développement dans lesquels la déclaration de conformité du fournisseur n'est pas considérée comme un moyen approprié pour ce secteur.
6. Les ORC ont donc été révisés et ils autorisent dorénavant les fabricants à faire appel à des organismes de certification externes, ce qui encourage le fabricant et la tierce partie à travailler dans un cadre stable, de sorte que les essais qui ont déjà été effectués par le fabricant puissent être utilisés par la tierce partie, conformément à des directives précises. Ces procédures devraient avoir pour but ultime de renforcer les capacités au sein de l'usine de fabrication afin qu'à long terme la déclaration de conformité du fournisseur devienne le choix de prédilection.
7. Une version révisée des ORC, que le Groupe de travail a approuvée à sa session annuelle de 2009 (voir ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19, par. 36), est reproduite en annexe au présent document.

III. Réunions relatives au projet et réunions-téléphone tenues en 2010

8. L'Équipe spéciale des engins de terrassement a échangé des informations simplement par courrier électronique tout au long de 2010.

IV. Progrès accomplis en 2010 et résultats attendus de la session annuelle

9. Les participants au projet élaborent actuellement un modèle de certificat de conformité en s'inspirant des pratiques optimales appliquées dans ce secteur comme dans d'autres. S'il est largement adopté, ce modèle de certificat simplifierait l'échange de données entre producteurs, tierces parties de certification et autorités des pays exportateurs et importateurs. À la session annuelle de 2010, il sera présenté un certificat général de portée mondiale qui pourrait être utilisé pour certifier la conformité aux règlements et aux normes, confirmer le pays d'origine et la date de fabrication et certifier la qualité ainsi que le respect d'autres prescriptions propres au client auxquelles le produit doit être conforme.

V. Responsabilité de la poursuite des travaux

10. Les membres de l'Équipe spéciale des engins de terrassement sont:

M. Stefan Nilsson (Suède),

M. Dan Roley (États-Unis d'Amérique) – Coordonnateur, et

M. Kenzo Tanaka (Japon).

VI. Rôle du secrétariat

11. L'Équipe spéciale souhaiterait que le secrétariat actualise systématiquement le site Web de l'initiative et aide le Coordonnateur à établir des contacts avec les gouvernements et à les renforcer pour assurer la promotion du projet.

Annexe

Initiative sectorielle concernant la sécurité des engins de terrassement

Objectifs de réglementation communs (ORC) approuvés

1. Introduction

1. Le secteur de la construction d'engins de terrassement est une industrie d'envergure mondiale depuis de nombreuses années et l'ISO a élaboré des normes destinées à garantir la sécurité des engins, conformément à des prescriptions techniques largement appliquées.
2. Le Comité technique ISO 127 (ISO/TC 127) a été créé en 1968 et chargé d'élaborer une série complète de normes relatives aux exigences de sécurité et aux besoins commerciaux concernant les engins de terrassement. Plus de 100 normes ont déjà été publiées et de nouvelles normes sont continuellement élaborées pour tenir compte de l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux types d'engins.
3. De nombreuses réglementations nationales et régionales s'inspirent déjà des prescriptions techniques contenues dans les normes ISO/TC 127 pour garantir la sécurité des machines de terrassement. L'UE en est un bon exemple, car la norme EN 474 y a été mise au point pour permettre aux constructeurs d'engins de terrassement de satisfaire à la Directive de l'UE relative à la sécurité des machines (2006/42/EC). La norme EN 474 aborde tous les risques importants liés à l'utilisation des engins de terrassement et les prescriptions techniques visant à réduire au minimum les risques qui proviennent de plus de 40 normes du Comité technique 127.
4. Lors de la Réunion conjointe sur la liaison technique des matériels de génie civil, tenue en 2003 entre les associations du secteur d'Europe (CECE), des États-Unis (AEM) et du Japon (CEMA), il a été décidé à l'unanimité d'élaborer un objectif réglementaire commun, tel que proposé dans le Modèle international de la CEE pour les engins de terrassement dans le cadre du Groupe de travail de la CEE. Il a également été décidé de créer un groupe de travail chargé d'élaborer la proposition d'ORC pour les engins de terrassement, sur la base des normes ISO/TC 127 et de la version ISO de la norme EN 474 (ISO 20474). Ont été désignés membres de ce groupe de travail:
 - a) M. Stefan Nilsson, Volvo (représentant de la CECE et de l'UE);
 - b) M. Dan Roley, Caterpillar (représentant de l'AEM et des États-Unis);
 - c) M. Kenzo Tanaka, Komatsu (représentant de la CEMA et du Japon).
5. En novembre 2004, le Groupe de travail a adopté les premiers ORC de ce secteur, à sa quatorzième session. Ces ORC englobaient les principaux éléments décrits dans la recommandation «L» de la CEE (ECE/TRADE/378), ainsi que la nouvelle norme générale ISO/TC 127 en matière de sécurité (ISO 20474). Ils traitent de la sécurité des engins de terrassement, mais n'abordent pas les questions de bruit ambiant, les émissions des moteurs ou les prescriptions routières, qui sont visées par des réglementations générales applicables à divers types de machines mobiles.
6. En 2008, il a été jugé nécessaire d'améliorer la clause de conformité afin de tenir compte de l'exigence d'une certification par une tierce partie dans les pays en développement où l'on ne fait pas encore suffisamment confiance aux constructeurs pour

accepter leur SDoC. C'est dans ce but que les ORC concernant les engins de terrassement sont en cours de révision en 2009.

2. Énoncé d'objectif

7. Cet ORC s'applique à la conception et à la construction des engins de terrassement (machines décrites dans la norme ISO 6165) et fixe des prescriptions essentielles en matière de santé et de sécurité afin de prévenir les risques liés à l'environnement professionnel. Il spécifie les prescriptions générales en matière de sécurité applicables à ces engins et traite de tous les risques majeurs liés à leur utilisation, telle que prévue et prescrite par le constructeur. Il énonce enfin les mesures techniques à prendre ou à prévoir pour éliminer ou réduire les risques résultant des situations dangereuses liées à l'utilisation des engins de terrassement.

3. Prescriptions applicables aux machines

8. Les engins de terrassement doivent être fabriqués de manière à pouvoir être utilisés, adaptés et entretenus sans risques dans les conditions prévues par le constructeur. Des mesures doivent être prises pour réduire au minimum tout risque d'accident pendant la durée de vie prévisible des machines, y compris lors des phases d'assemblage et de démontage.

9. Les dispositions traitant spécifiquement des risques relatifs à tous les aspects liés à la sécurité des engins de terrassement sont visées par une seule norme générale de sécurité ISO 20474 du Comité technique 127: 2008 Engins de terrassement – Sécurité – Exigences générales. La norme ISO 20474 mentionne plus de 40 autres normes ISO applicables aux engins de terrassement et contient des prescriptions pratiques visant à garantir la sécurité de ces machines.

10. Les machines conformes à la norme ISO 20474 applicable aux engins de terrassement sont réputées satisfaire à toutes les prescriptions en matière de sécurité applicables à ces engins. La norme ISO 20474 définit des critères de performance qui déterminent un seuil de sécurité minimum. D'autres solutions permettant d'obtenir le même niveau de sécurité ou de le dépasser sont acceptées, compte tenu des nouvelles technologies ou d'autres options garantissant la sécurité des engins.

4. Clause de conformité

11. Le respect de cet ORC doit être attesté au moyen de la déclaration de conformité du fournisseur, ce qui est actuellement le cas aux États-Unis, dans l'UE et au Japon. En ce qui concerne les pays où les constructeurs ne sont pas en mesure d'émettre une déclaration de conformité ou ne sont pas jugés assez dignes de confiance pour le faire, l'aide d'une tierce partie pourrait s'avérer nécessaire. Dans ces cas-là, le constructeur peut collaborer avec une tierce partie qui se chargera de la déclaration de conformité. Les essais d'évaluation de la conformité effectués par le constructeur peuvent être utilisés si ce dernier:

- a) A un plan pour la qualité des machines au moins équivalent à la norme ISO 9000;
- b) Détient des documents attestant qu'il s'est plié aux procédures liées à l'évaluation de la conformité;
- c) Dispose d'un groupe spécialisé chargé de l'évaluation de la conformité;

- d) A accès à des services, internes ou externes, d'évaluation de la conformité.

5. Disposition concernant la surveillance et la protection des marchés

12. Il incombe aux pays ayant adhéré aux ORC d'assurer la surveillance des marchés sur leur territoire. Si un pays constate qu'une machine réputée conforme à un ORC ne l'est pas, il peut retirer cette machine de son marché.
-